

M. Stanfield: Comment le premier ministre peut-il parler d'une politique canadienne comme s'il s'agissait d'une situation de fait alors qu'il dit dans le même discours:

En poursuivant cet objectif . . .

Il parle de l'autonomie du Canada d'ici 1980.

le gouvernement essaiera également de conserver suffisamment de réserves pour continuer à exporter du pétrole vers les États-Unis et de faire en sorte que le Canada reste un débouché pour les fournisseurs étrangers sur qui il peut compter.

Et plus tard il dit:

Nous n'entendons pas interrompre nos exportations, ni réduire nos importations en provenance des fournisseurs sur qui nous pouvons compter.

Autrement dit, ce pétrole continuera à être livré à l'Est canadien, non pas à prix réduit, mais aux prix mondiaux que les compagnies pétrolières ne manqueront pas d'imposer aux consommateurs industriels et privés des provinces de l'Atlantique et du Québec.

Le premier ministre ne nous dit même pas quel sera le débit du pipe-line proposé. Bien sûr, il ne peut le faire car il l'ignore, comme l'a dit aujourd'hui le ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer). On a posé la question au ministre aujourd'hui et il n'a pas pu répondre. L'oléoduc pourrait peut-être transporter suffisamment de pétrole pour desservir la moitié du marché de l'Est et on répondra à l'autre moitié de la demande avec du pétrole brut importé qui coûte maintenant environ \$3. de plus que le prix du pétrole brut canadien. L'oléoduc de Montréal doit, en principe, assurer le ravitaillement du Québec et des provinces de l'Atlantique. Il ne créera pas un marché canadien pour le pétrole du Canada. Il ne permettra pas d'avoir un seul et même prix.

La déclaration faite par le premier ministre à la Chambre jeudi dernier assure le maintien de deux politiques du pétrole au pays, et le maintien de deux marchés, si bien que les habitants des provinces de l'Atlantique et de la province de Québec continueront de compter sur le pétrole brut importé dont le premier ministre ne veut pas réduire le volume. C'est ce qu'a dit le premier ministre et c'est la politique qu'ont accueillie avec joie tous les députés québécois du parti libéral.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Ils finiront par ouvrir les yeux et ils se rendront alors compte de la mesure dans laquelle ils ont trahi leurs compatriotes du Québec.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: La politique annoncée par le premier ministre jeudi dernier ne contient rien de rassurant ni de réconfortant pour le Québec et les provinces de l'Atlantique. Le premier ministre a exprimé son point de vue assez clairement, à mon avis, le 4 décembre dernier lorsqu'en réponse à mon collègue, le député de Cumberland-Colchester-Nord (M. Coates), il a dit ceci:

. . . à mon avis, ces gouvernements provinciaux exagèrent un peu en espérant que les contribuables fédéraux vont les dépanner lorsque les cheiks d'Arabie augmentent leurs prix.

Il me faut le dire, la seule personne que le premier ministre veut vraiment sortir du pétrin c'est lui-même.

Une voix: A tout prix.

Des voix: Bravo!

L'énergie

M. Stanfield: Mais je dirais au premier ministre et aux autres libéraux du Québec—car il y en a parmi eux très peu des provinces atlantiques . . .

Une voix: Parlez-nous de votre politique.

M. Stanfield: Je préconise un prix unique.

Des voix: Bravo!

M. Baker: Essayez une autre question.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, ce serait extrêmement drôle si ce n'était pas si grave pour les gens qu'ils représentent. Au premier ministre, j'affirme que cette soi-disant politique nationale va diviser notre pays, en assurant l'approvisionnement où il est déjà assuré dans la moitié du pays et en balayant du revers de la main le reste du pays. Si ce n'est pas une politique où il y a deux poids deux mesures, il ne nous reste plus qu'à attendre que la même source nous en donne une meilleure.

[Français]

Il résulte de cette politique que le gouvernement a divisé le pays, en un marché captif pour la moitié du pays, et en un marché libre pour l'autre.

M. Pelletier (Sherbrooke): C'est faux.

M. Stanfield: C'est vrai. Et il est important de dire, bien que nous soyons les seuls à la Chambre à avoir la candeur et le courage de le dire, que la partie du pays qui aurait le plus besoin d'être assurée contre la discrimination relative aux prix de l'énergie ne reçoit justement aucune assurance, parce qu'elle n'entre pas dans les calculs du gouvernement. Cette partie du pays est précisément soustraite à la soi-disant politique nationale du gouvernement et elle est d'une certaine façon abandonnée à elle-même.

Cette politique, monsieur le président, est une source de malaises et de tribulations pour un grand nombre d'individus cet hiver, une promesse de discrimination continue pour des années encore, une preuve d'inégalité croissante, et une garantie de difficultés économiques pour l'Est du Canada. Ce sont là les conséquences certaines, maintenant et à l'avenir, pour Terre-Neuve, les Maritimes et le Québec, si ce Parlement endosse la déclaration du premier ministre (M. Trudeau) et lui donne l'allure d'une politique nationale de l'énergie pour le Canada.

● (1540)

[Traduction]

J'aimerais savoir, monsieur l'Orateur, comment cette politique que l'on applique au détriment des gens des provinces atlantiques et du Québec peut être qualifiée de nationale. J'aimerais savoir ce qu'en pensent les députés de l'autre côté qui viennent de ces provinces. Oui, ils rient, mais leur rire sonne déjà un peu faux.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le président du conseil privé (M. MacEachen) n'est pas ici. J'aimerais savoir ce qu'il en pense, car j'ai toujours eu l'impression que son chef apprenait beaucoup de lui, mais apparemment il n'a rien appris en géographie.

Des voix: Oh, oh!